

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

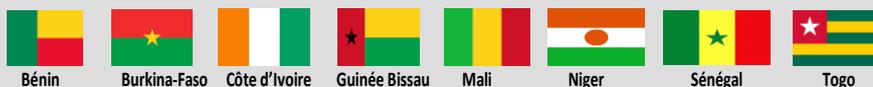
Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure



NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE REGIONALE DANS L'UEMOA

N°46

4^{eme} trimestre 2019



Mars 2020

Notice : Cette note de conjoncture porte sur le quatrième trimestre 2019. Les prévisions sur l'environnement international qui y sont analysées n'intègrent pas pleinement les effets de la crise actuelle liée à la pandémie du Covid-19.

Table des matières

Liste des tableaux.....	ii
Liste des graphiques	ii
Sigles et abréviations	iii
Résumé	1
Introduction.....	2
1. Conjoncture internationale.....	2
1.1. Activité économique mondiale	2
1.2. Inflation dans les principales régions du monde	3
1.3. Cours des matières premières.....	4
1.4. Taux d'intérêt.....	5
2. Conjoncture dans la zone UEMOA	6
2.1. Activité économique régionale	6
2.2. Evolution de l'inflation	10
2.3. Secteur extérieur	12
2.4. Finances publiques.....	16
2.4.1. Recettes	16
2.4.2. Dépenses.....	18
2.4.3. Solde budgétaire.....	18
2.5. Situation monétaire.....	19
2.5.1. Masse monétaire	19
2.5.2. Actifs extérieurs nets	20
2.5.3. Créances sur les autres secteurs	20
2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale	20
2.6. Activités de la BRVM	21
3. Principaux faits marquants	21
3.1. Environnement international	21
3.2. Pays de l'UEMOA.....	22
Conclusion.....	24

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars.....	5
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2019/2020	7
Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA	8
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union	10
Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre	11
Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC.....	11
Tableau 7 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en Mds)	13
Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds)	14
Tableau 9 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)	15
Tableau 10 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds)	15
Tableau 11 : Recettes et Dépenses publiques dans l'UEMOA	17
Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties dans l'UEMOA.....	19

Liste des graphiques

Graphique 1 : Croissance dans les principales régions du monde.....	3
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars par baril)	4
Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA	6
Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union	16

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CNPE	: Comité National de Politique Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	: Indice Harmonisé de la Production Industrielle
INS	: Institut National de la Statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
Mds	: Milliards
Nd	: Non disponible
PIB	: Produit Intérieur Brut
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
4T19	: Quatrième trimestre 2019

Résumé

La croissance de l'économie mondiale devrait passer de 2,9% en 2019 à 3,3% en 2020 puis 3,4% en 2021, selon les estimations du FMI de janvier 2020. Ces résultats sont dus à une activité moins vigoureuse que prévu dans quelques pays émergents, principalement en Inde. Ils s'expliquent aussi par une montée des troubles sociaux. Dans l'ensemble, des signes positifs ont été notés, avec l'amorce d'un redressement de l'activité manufacturière, de bonnes nouvelles quant aux négociations entre les Etats-Unis et la Chine et une diminution des craintes concernant un « Brexit » sans accord. Notons, toutefois qu'avec l'épidémie de CORONAVIRUS, les prévisions du FMI du mois de janvier 2020 seront révisées à la baisse.

Quant à l'Afrique subsaharienne, en 2019, sa croissance économique serait de 3,3% en 2019, contre 3,2% en 2018, même si en Afrique du Sud, les contraintes structurelles et la détérioration des finances publiques freinent la confiance des chefs d'entreprises et l'investissement privé. On note également qu'en Ethiopie la consolidation du secteur public nécessaire pour contenir la vulnérabilité liée à la dette pèse sur la croissance.

En 2019, l'activité économique de l'Union continuerait à être dynamique avec un taux de croissance attendu à 6,6%, comme en 2018. Elle se tiendrait dans un contexte de stabilité des prix, en liaison avec les bonnes campagnes agricoles réalisées dans la majorité des Etats membres.

Au cours du trimestre sous revue (quatrième trimestre 2019), la production industrielle a progressé au Sénégal, au Mali, au Togo et en Guinée Bissau. Au cours de la même période, le chiffre d'affaires du commerce a progressé en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Guinée Bissau. Dans le même temps, le chiffre d'affaires des services a progressé au Sénégal.

Les ventes, à l'extérieur, des produits de l'Union se sont accrues de 548,1 Mds (+17,2%), au dernier trimestre 2019, comparativement au trimestre précédent, ressortant à 3725,6 Mds. Cet accroissement des exportations résulte principalement des performances de vente enregistrées au Burkina Faso (+30,5%), en Côte d'Ivoire (+32,9%), au Togo (+21,3%) et, dans une moindre mesure, au Sénégal (+2,8%). Les achats à l'extérieur des produits de l'Union, au 4^{ème} trimestre 2019, ont progressé de 9,1% (+955,7 Mds), par rapport au trimestre précédent, en lien avec les hausses enregistrées dans tous les Etats membres en dehors du Bénin (-12,9%), de la Côte d'Ivoire (-15,7%) et du Togo (-13,7%). Pour ce qui des Etats ayant enregistré une hausse des importations, le Niger a été le pays pour lequel les importations ont le plus augmenté (+57,3%), suivi respectivement par le Burkina Faso (+35,9%), le Mali (+11,5%), la Guinée Bissau (+11,1%) et le Sénégal (+1,8%).

Au niveau des finances publiques, le solde budgétaire s'est amélioré au cours du trimestre sous revue. Dans le même temps, les agrégats monétaires, notamment la masse monétaire, les actifs extérieurs nets et les créances sur les autres secteurs se sont affichés en hausse.

Introduction¹

Dans le cadre du suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union, la Commission de l'UEMOA, à travers le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE), élabore, chaque trimestre, la Note de Conjoncture Economique Régionale. Ladite note s'adresse aux décideurs régionaux, aux chercheurs, aux étudiants, aux cadres et à tous les utilisateurs de données statistiques sur l'Union. Elle analyse l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels dans les huit (08) Etats membres.

La présente note analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA, au quatrième trimestre 2019, et fait une brève projection sur le premier trimestre 2020. Elle comporte trois (03) parties : l'environnement international, la conjoncture intérieure et les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de la mise à jour de janvier 2020 de l'édition « Perspectives de l'économie mondiale » du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données « The Pink Sheet » de la Banque mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2019. Quant aux données conjoncturelles nationales, elles ont été rendues disponibles par les Instituts Nationaux de la Statistique (INS), les Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) ou les Directions en charge de la prévision dans les Etats membres, à travers des correspondants nationaux.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

Aux Etats-Unis, la croissance économique devrait décélérer pour se situer à 2,3%, en 2019, contre 2,9% en 2018. Cette décélération s'expliquerait par le retour à une orientation neutre de l'action budgétaire de la première puissance économique mondiale et par les effets décroissants qui devraient produire un nouvel assouplissement des conditions financières.

En Zone euro, la croissance de l'économie passerait de 1,9% en 2018 à 1,2% en 2019. Cette contreperformance s'expliquerait, surtout, par la contraction de l'activité manufacturière vers la fin de l'année, surtout en Allemagne et en Espagne, par le report de la décélération plus forte que prévu de la demande intérieure et des exportations au cours de l'année 2019.

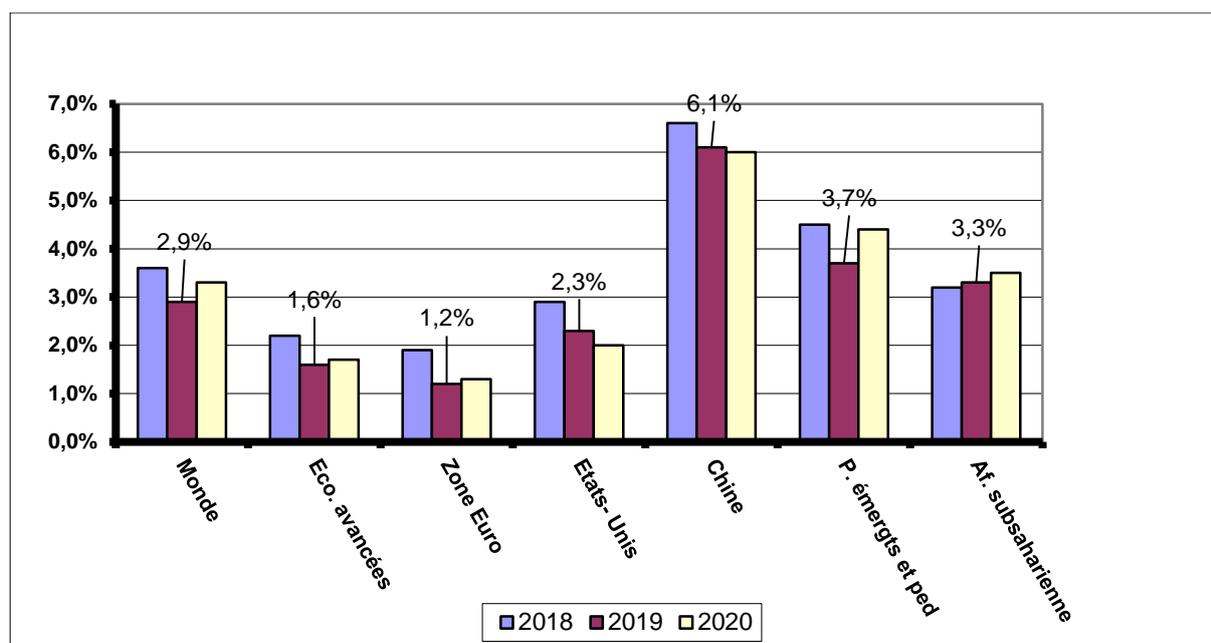
En Chine, la croissance devrait encore ralentir pour ressortir à 6,1% en 2019 après 6,6% en 2018. La faiblesse cyclique à court terme devrait s'atténuer, grâce aux mesures de démantèlement partiel des droits de douane antérieurs et de pause dans

¹ Les prévisions analysées dans la présente note sur l'année 2020, notamment l'environnement international et l'activité économique régionale n'intègrent pas les effets de la crise actuelle liée à la pandémie du Covid-19.

les hausses supplémentaires de droits de douane envisagées, dans le cadre d'un accord avec les Etats – Unis.

Quant à l'Afrique subsaharienne, sa croissance économique serait de 3,3% en 2019 contre 3,2% en 2018, même si en Afrique du Sud les contraintes structurelles et la détérioration des finances publiques freinent la confiance des chefs d'entreprises et l'investissement privé. On note également qu'en Ethiopie la consolidation du secteur public nécessaire pour contenir la vulnérabilité liée à la dette pèse sur la croissance.

Graphique 1: Croissance dans les principales régions du monde



1.2. Inflation dans les principales régions du monde

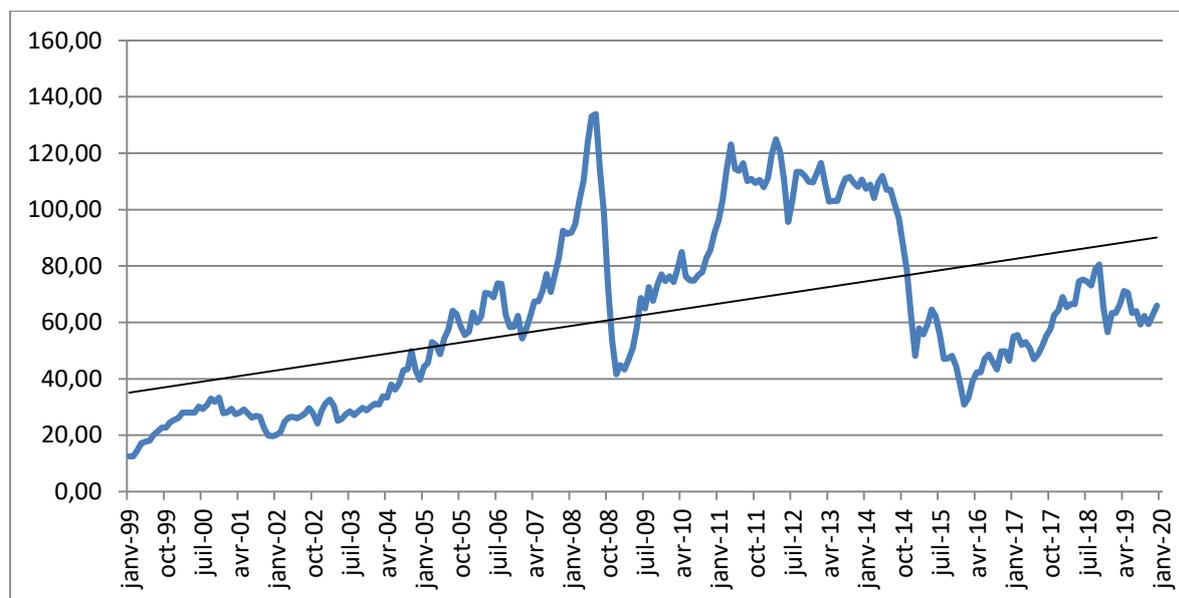
En 2019, l'inflation globale serait modérée dans les pays avancés, avec un taux qui passerait à 1,4%, contre 2,0% en 2018, en lien avec une baisse des cours des produits alimentaires de base. Cette évolution des prix s'expliquerait par la faible croissance de la demande finale. Par ailleurs, l'inflation hors alimentation et énergie a fléchi dans l'ensemble des pays avancés, en 2019, pour s'établir en deçà des objectifs fixés aux États-Unis ou est restée largement au-dessous des objectifs dans la Zone euro et au Japon.

Dans les pays émergents et en développement, le taux d'inflation ressortirait à 5,1% en 2019 contre 4,8% en 2018, en dépit de la hausse des cours du pétrole. Le maintien du taux serait lié, entre autres, à l'inflation hors alimentation et énergie qui est tombée, au premier semestre, en dessous des moyennes historiques dans bon nombre de pays émergents, et même, de pays en développement. En outre, la pression des coûts a été modérée, du fait de la croissance encore timide des salaires dans de nombreux pays, alors même que les marchés du travail ont continué de se tendre.

1.3. Cours des matières premières

Au quatrième trimestre 2019, comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole brut (Brent) ont progressé de 1,3%. Cette légère hausse des cours du brut s'explique essentiellement par l'amélioration du climat commercial mondial, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et les nouvelles baisses sur l'offre annoncées par l'OPEP et ses alliés. En glissement annuel, les cours ont baissé de 7,0%.

Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole Brent (en dollars par baril)



Les cours de l'once d'or ont progressé de 0,5% entre le quatrième trimestre 2019 et le troisième trimestre de la même année. Cette hausse des cours de l'once d'or provient essentiellement des difficultés de l'économie mondiale, avec des incertitudes qui redonnent au métal jaune son rôle de valeur refuge. En glissement annuel, ces cours augmentent de 20,6%.

Les cours du cacao ont progressé de 7,4% lors de la période sous revue, comparativement à un trimestre plus tôt. Cette hausse des cours s'explique surtout par une crainte de voir une diminution de l'offre liée à la baisse des arrivages de cacao fèves dans les principaux ports. Par rapport au même trimestre de 2018, les cours du cacao sont en hausse de 16,0%.

Entre le quatrième trimestre de cette année et le trimestre précédent, les cours du café robusta ont progressé de 0,6%. Cette légère hausse des prix du café robusta s'explique principalement par l'anticipation d'une baisse de l'offre, en 2020. En glissement annuel, les cours du café robusta baissent de 15,4%.

Quant aux cours du coton, ils ont progressé de 3,1%, comparativement au trimestre précédent et baissé de 13,6% en glissement annuel. Cette baisse s'expliquerait par une perte de compétitivité par rapport aux fibres synthétiques.

Tableau 1 : Cours des principales matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2018	2019		Variations en %	
		4T	3T	4T	4T19/ 3T19	4T19/ 4T18
Pétrole brut (Brent)	\$/ bbl	67,4	61,9	62,7	1,3	-7,0
Cacao	c / kg	213,0	230,0	247,0	7,4	16,0
Café arabica	c / kg	303,0	287,0	312,0	8,7	3,0
Café robusta	c / kg	188,0	158,0	159,0	0,6	-15,4
Huile d'arachide	\$/tm	1 435,0	1 451,0	1 435,0	-1,1	0,0
Huile de palme	\$/tm	555,0	570,0	682,0	19,6	22,9
Huile de palmiste	\$/tm	747,0	596,0	765,0	28,4	2,4
Maïs	\$/ tm	162,8	170,1	166,8	-1,9	2,5
Riz brisé 5%	\$/ tm	404,7	424,3	425,5	0,3	5,1
Sorgho	\$/ tm	160,1	152,4	163,2	7,1	1,9
Blé	\$/ tm	212,6	201,1	224,7	11,7	5,7
Banane	\$/ tm	87,0	85,0	86,0	1,2	-1,1
Sucre	c/kg	29,0	27,0	28,0	3,7	-3,4
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	616,3	590,4	616,9	4,5	0,1
Coton (A Index)	c/kg	191,0	160,0	165,0	3,1	-13,6
Phosphate roche	\$/ tm	94,3	78,5	74,7	-4,8	-20,8
Or non monétaire	\$/ toz	1 229,0	1 475,0	1 482,0	0,5	20,6

Source : PINKSHEET (Banque mondiale)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois serait de 2,3% en 2019 contre 2,5% en 2018, au niveau du LIBOR. En 2020, ce taux pourrait être de 1,9%.

Le taux des dépôts en euros à 3 mois s'est situé à -0,4% contre -0,3% en 2018. En 2020 ce taux pourrait être de -0,4%.

Le taux des dépôts en yens à 6 mois serait nul en 2019 comme en 2018. En 2020, ce taux devrait être de -0,1%.

Les taux demeurent bas en Zone euro et au Japon où les banques centrales n'ont pas encore mis fin à leur politique monétaire expansive.

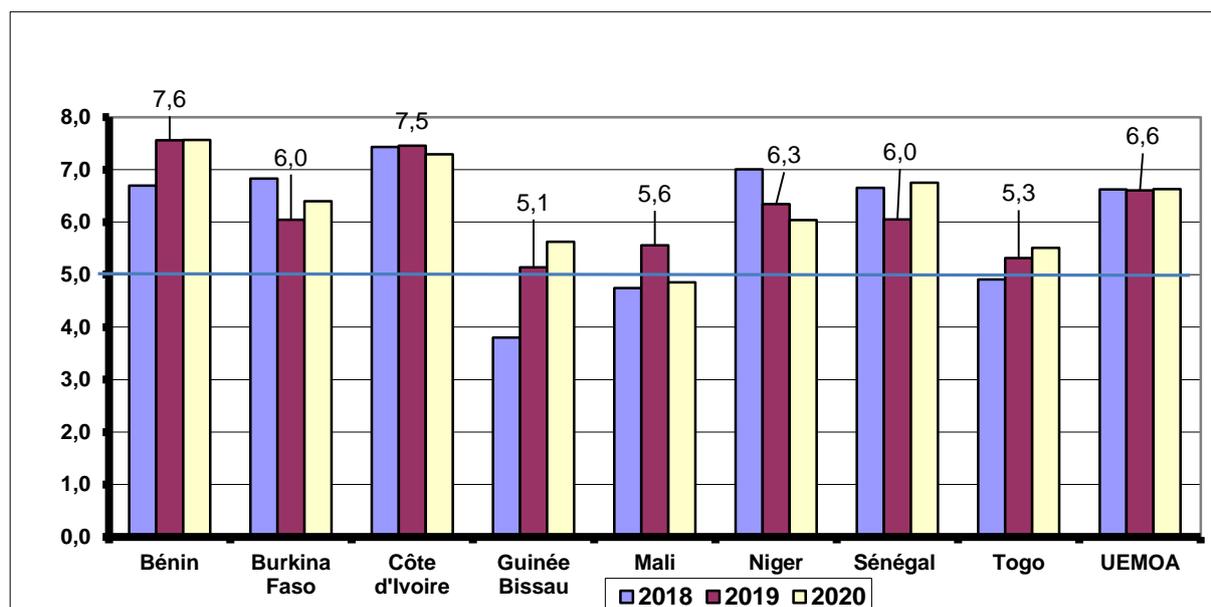
Mais, le durcissement progressif des conditions financières dans la plupart des Etats entraine une hausse progressive des taux d'intérêt, particulièrement aux Etats-Unis où la Réserve Fédérale a mis fin à sa politique d'assouplissement monétaire. Toutefois, les taux ont recommencé à baisser dans ce pays, avec un relatif assouplissement de la politique monétaire de la FED.

2. Conjoncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2019, l'activité économique de l'Union continuerait à être dynamique, avec un taux de croissance attendu à 6,6%, comme en 2018, sous l'impulsion de l'ensemble des secteurs d'activité. Elle se tiendrait dans un contexte de recul du niveau général des prix, en liaison avec le bon approvisionnement des marchés en produits de grande consommation dans tous les Etats membres et la baisse des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux.

Graphique 3 : Taux de croissance économique dans l'UEMOA



Tous les Etats membres devraient enregistrer une croissance supérieure ou égale à 5% en 2019. Par pays, le taux de croissance se présenterait comme suit : Bénin (+7,6%), Burkina Faso (+6,0%), Côte d'Ivoire (+7,5%), Guinée-Bissau (+5,1%), Mali (+5,6%), Niger (+6,3%), Sénégal (+6,0%) et Togo (+5,3%). En 2020, la croissance de l'Union est attendue à 6,6% comme en 2019.

Activité agricole

La campagne agricole 2019/2020 a donné des résultats satisfaisants dans plusieurs Etats membres, notamment au Burkina Faso et au Mali, pour lesquels la production d'exportation a enregistré des hausses respectives de 13,0% et 5,3%. Pour le Burkina Faso, la bonne performance des cultures d'exportation s'explique, en partie, par une augmentation de 26,1% de la production de coton.

En ce qui concerne la production vivrière, les plus fortes progressions ont été également enregistrées au Burkina Faso et au Mali, avec des augmentations respectives de 13,0% et 7,8%, par rapport à la campagne précédente. Au Burkina Faso, ce bon résultat se justifie par une hausse de 34,0% de la production d'ignames et une augmentation de 10,0% de celle de patate.

Tableau 2 : Production agricole dans l’UEMOA pour la campagne 2019/2020²

Etats	Production vivrière		Production d’exportation	
	en tonne	%	en tonne	%
Bénin	11.134.820	1,5	nd	nd
Burkina Faso	5.846.302	13,0	1.375.709	13,0
Côte d’Ivoire	19.522.444	3,7	5.458.579	1,7
Guinée Bissau	nd	nd	nd	nd
Mali	10.953.234	7,8	691.300	5,3
Niger	nd	nd	nd	nd
Sénégal	3.996.939	1,8	2.628.280	0,09
Togo	nd	nd	nd	nd
UEMOA	nd	nd	nd	nd

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle³

En Guinée Bissau, l’indice de la production industrielle a progressé de 1,9%, au quatrième trimestre 2019, comparativement à la situation d’un trimestre plus tôt. Cette hausse s’explique essentiellement par l’augmentation de la production des branches « fabrication de sucres » (22,1%), « fabrication de meubles » (+7,9%) et « fabrication de machines et appareils électriques » (+6,6%). En glissement annuel, la production industrielle baisse de 18,1%.

Au Mali, au quatrième trimestre de l’année 2019, comparativement à la situation d’un trimestre plus tôt, la production industrielle mesurée par l’IHPI, a progressé de 60,7%. Cette augmentation s’explique surtout par celle de la production des branches « fabrication de produits chimiques » (+28,8%), et « fabrication de textiles » (67,6%). En glissement annuel, l’indice baisse de 9,3%.

Au Sénégal, au cours de la même période, l’IHPI a progressé de 3,1%. Ce résultat se justifie essentiellement par l’augmentation de la production dans les branches « industries alimentaires » (28,8%) et « industries des matériaux de construction »

² Les données ne sont pas disponibles en Guinée Bissau au Niger et au Togo et partiellement au Bénin

³ Seulement quatre pays (Guinée-Bissau, Mali, Sénégal et Togo) ont communiqué à bonne date, les données du troisième trimestre de la production industrielle.

(-11,0%). Comparativement à la même période de l'année 2018, la production industrielle a progressé de 2,0%.

Tableau 3 : Indice harmonisé de la production industrielle des pays de l'UEMOA

Pays	4T18	3T19	4T19	Var 4T19/3T19	Var 4T19/4T18
Bénin	140,9	nd	nd	nd	nd
Burkina Faso	170,0	145,1	nd	nd	nd
Côte d'Ivoire	227,2	nd	nd	nd	nd
Guinée Bissau⁴	148,7	119,0	121,2	1,9%	-18,1%
Mali	155,1	87,5	140,7	60,7%	-9,3%
Niger	102,6	114,1	nd	nd	nd
Sénégal	124,3	122,9	126,7	3,1%	2,0%
Togo	108,2	120,0	127,4	6,1%	17,7%

Source : INS des Etats membres

Au Togo, pendant la période sous revue, l'IHPI a progressé de 6,1%. Cette performance a été surtout rendue possible par les hausses de production dans les branches suivantes : « fabrication d'articles d'habillement » (71,1%), « fabrication de meubles » (28,8%), « Editions, imprimeries et production d'enregistrements » (27,8%) et « fabrication de produits chimiques » (125,0%). En glissement annuel, l'indice augmente de 17,7%.

Activité dans le commerce et les services⁵

En Côte d'Ivoire, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail⁶ a progressé de 3,4%, au quatrième trimestre 2019, comparativement au trimestre précédent. Cette performance s'explique notamment par les augmentations observées aux niveaux des branches « machines de bureaux et matériels informatiques » et « ameublement, équipements et produits ménagers ». Comparativement à la même période de l'année 2018, l'indice augmente de 1,3%.

En Guinée Bissau, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail⁷ a progressé de 2,6%. Cette hausse résulte principalement des augmentations notées au niveau des

⁴ IPI de la BCEAO

⁵ Seuls la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et le Sénégal ont transmis des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et/ ou des services

⁶ Produit par la BCEAO.

⁷ Produit par la BCEAO

« produits de l'alimentation » et des « produits divers ». En glissement annuel, l'indice baisse de 8,2%.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a progressé de 1,6%, au quatrième trimestre 2019, comparativement au troisième trimestre de la même année. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation du chiffre d'affaires du commerce de gros et du commerce de détail. En glissement annuel, l'indice a progressé de 12,2%, surtout en raison du « commerce de gros » et « du commerce de détail ».

Au quatrième trimestre de cette année, comparativement à un trimestre auparavant, l'indice du chiffre d'affaires des services a progressé de 1,9%. Cette augmentation provient, essentiellement, d'une hausse au niveau de l'information et la communication. En glissement annuel, cet indice a augmenté de 7,0%.

Créations d'entreprises

Au quatrième trimestre 2019, 6352 entreprises ont été enregistrées, au Bénin, contre 7412 au trimestre précédent, soit une baisse de 14,3%. Comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistrées progresse de 13,6%. Pour l'ensemble de l'année 2019, ont été enregistrées 27763 entreprises soit une hausse de 17,1% par rapport à 2018.

En Guinée Bissau, 78 entreprises ont été enregistrées au quatrième trimestre 2019 contre 107 au trimestre précédent, soit une baisse de 27,1%. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 16,1%. En 2019, 320 entreprises ont été enregistrées soit une baisse de 28,1% par rapport à 2018.

Au Mali, au cours de la période sous revue, le nombre d'entreprises enregistrées a été de 790 contre 2813 au troisième trimestre 2019, soit une baisse de 71,9%. En glissement annuel, ce nombre baisse de 75,3%. Parmi ces entreprises, 36,6% sont des prestataires de services et 34,4% sont des sociétés de commerce. En 2019, 11471 entreprises ont été enregistrées soit une hausse de 2,1% par rapport à 2018.

Au quatrième trimestre 2019, 1289 entreprises ont été enregistrées au Niger, contre 1212 au trimestre précédent, soit une hausse de 6,4%. Ces entreprises ont été constituées à hauteur de 99% d'entreprises individuelles. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées baisse de 25,1%. En 2019, 5155 entreprises ont été enregistrées soit une hausse de 2,1% par rapport à 2018.

Au quatrième trimestre de l'année 2019, 15374 entreprises ont été enregistrées au Sénégal contre 12597 au cours du trimestre précédent, soit une hausse de 22,0%. Au nombre de celles-ci, on compte 86,4% d'entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, le nombre progresse de 21,0%. 54662 entreprises ont été enregistrées en 2019 soit une hausse de 6,4% par rapport à 2018.

2.2. Evolution de l'inflation

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2019, l'indice harmonisé des prix à la consommation est ressorti stable, en variation trimestrielle, enregistrant une très légère baisse pour se situer à 103,3, contre 103,4 au trimestre précédent. Cette évolution du niveau général des prix, mesuré par l'IHPC global, s'est traduite, en glissement annuel, par un repli de 0,9%.

Concernant l'évolution des prix, en variation trimestrielle, l'analyse des composantes de l'indice général des prix permet de constater qu'elle résulte d'une dynamique contrastée des prix associés aux différentes fonctions de l'IHPC. En particulier, tandis que les sous-indices des fonctions « Alimentation et boissons non alcoolisées » et « Communication » ont enregistré des baisses respectives de 0,4% et de 1,4%, par rapport au troisième trimestre de l'année 2019, celui de la composante « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » a affiché une hausse de 1,0% sur la période considérée. Dans le même temps, les variations des sous-indices des autres fonctions de l'IHPC sont, quant à elles, restées en dessous de 1,0% en valeur absolue.

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union

FONCTION DE CONSOMMATION	Pond.	2018	2019					Variations (%)	
		Trim4	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4	4T19/ 3T19	4T19/ 4T18	
Alimentation et boissons non alcoolisées	4246,3	105,5	102,9	104,1	104,1	103,6	-0,4	-1,8	
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	121,4	110,3	109,3	110,0	110,5	109,8	-0,6	-0,5	
Articles d'habillement et chaussures	703,2	104,1	102,8	103,2	103,8	104,2	0,3	0,1	
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1107,8	103,9	103,6	103,8	104,4	105,4	1,0	1,5	
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	451,9	104,6	104,2	104,2	104,2	104,3	0,2	-0,2	
Santé	423,2	107,5	106,3	104,7	103,4	104,0	0,6	-3,2	
Transport	891,8	99,9	99,8	99,6	100,2	100,3	0,1	0,4	
Communication	486,5	98,1	95,7	95,2	95,7	94,4	-1,4	-3,7	
Loisir et culture	253,7	105,1	107,0	104,9	102,4	102,7	0,3	-2,3	
Enseignement	231,2	103,4	103,4	105,1	104,3	105,3	1,0	1,9	
Restaurant et hôtel	638,8	104,4	103,0	103,7	103,5	103,7	0,2	-0,7	
Biens et services divers	444,2	104,7	105,1	105,0	105,0	104,9	-0,1	0,2	
Total	10000,0	104,3	102,8	103,3	103,4	103,3	0,0	-0,9	

Source : Commission de l'UEMOA

En glissement annuel, la baisse des prix observée s'explique essentiellement par les diminutions de prix relativement importantes relevées au niveau des composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-1,8%), « Communication » (-3,7%) et « Santé » (-3,2%).

Tableau 5 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pondération	2018	2019				Variations (%)	
		Trim4	Trim 1	Trim 2	Trim 3	Trim 4	4T19/ 3T19	4T19/ 4T18
BENIN	759,7	101,0	101,5	101,1	100,4	101,4	-0,4	-2,1
BURKINA	1 258,0	105,1	102,1	103,1	102,3	101,7	1,0	-2,7
COTE D'IVOIRE	3 130,8	103,3	103,2	104,2	103,7	104,3	1,0	0,9
GUINEE-BISSAU	140,7	107,1	106,4	104,9	107,0	107,4	-1,4	-0,6
MALI	1 428,2	104,0	100,6	100,8	102,3	100,7	0,2	-2,2
NIGER	1 110,6	104,0	101,8	101,9	102,0	102,1	0,1	-3,1
SENEGAL	1 490,9	105,6	104,0	103,8	105,6	106,4	-0,3	1,4
TOGO	681,1	103,1	104,3	102,7	103,7	103,2	-1,5	-2,3
UEMOA	10 000,0	104,3	102,8	103,3	103,4	103,3	0,0	-0,9

Source : Commission de l'UEMOA

En effet, ces diminutions de prix n'ont été que partiellement compensées par les hausses de l'IHPC notamment enregistrées au niveau des fonctions « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+1,5%), « Enseignement » (+1,9%) et « Transport » (+0,4%).

L'analyse de la dynamique de l'IHPC au travers des évolutions constatées dans les Etats membres permet de noter que la stabilité des prix observée en variation trimestrielle résulte des variations des prix contrastées relevées au sein de l'Union.

Tableau 6 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée -Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	2,0	0,2	1,3	0,2	-1,3	-0,1	-0,2	0,7	0,2
Indice Energie	1,6	0,6	0,3	-0,2	0,5	-0,2	0,5	0,5	0,5
Taux d'inflation sous-jacente	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,1	0,1
produits locaux	0,8	0,1	0,8	0,0	-0,5	-0,1	-0,1	0,4	0,3
produits importés	0,2	0,2	-0,5	0,1	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2	-0,1
produits du secteur primaire	2,8	0,0	2,0	0,4	-0,9	-0,3	2,0	0,4	0,8
produits du secteur secondaire	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	-0,1	-3,4	0,3	-0,4
produits du secteur tertiaire	-0,1	0,1	0,2	-0,1	-0,4	-0,1	0,9	0,1	0,2
Biens non durables	1,0	0,1	1,0	0,1	-0,6	-0,2	3,4	0,4	0,6
Biens semi durables	0,9	0,0	-0,1	-0,1	0,1	-0,3	-4,4	0,0	-1,3
Biens durables	0,2	0,1	0,1	-0,1	-0,1	0,0	1,8	0,0	0,1

Source : Commission de l'UEMOA

En effet, si l'IHPC s'est, respectivement, inscrit en hausse au Burkina Faso (+1,0%), en Côte d'Ivoire (+1,0%), au Mali (+0,2%) et au Niger (+0,1%), il s'est affiché en baisse au Bénin (-0,4%), en Guinée-Bissau (-1,4%), au Sénégal (-0,3%) et au Togo (-1,5%). En glissement annuel, le repli observé au niveau de l'indice global du niveau général des prix (-0,9%) des baisses de prix enregistrées dans la quasi-totalité des Etats membres de l'Union, notamment au Burkina Faso (-2,7%), au Togo (-2,3%), au Niger (-3,1%), au Bénin (-2,1%) et au Mali (-2,7%). Ces baisses n'ont que partiellement été compensées par les hausses de prix relevées en Côte d'Ivoire (+0,9%) et au Sénégal (+1,4%).

Au niveau régional, les prix des produits frais ont enregistré, au dernier trimestre de l'année 2019, une légère évolution à la hausse (+0,2%), par rapport au troisième trimestre de la même année. Il en a été de même pour les prix des produits énergétiques (+0,5%). En conséquence, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire, hors produits frais et énergie, est ressortie en très légère progression (+0,1%), en variation trimestrielle.

2.3. Secteur extérieur

Les ventes, à l'extérieur, des produits de l'Union se sont accrues de 548,1 Mds (+17,2%) au dernier trimestre 2019 comparativement au trimestre précédent de l'année, en ressortant à 3725,6 Mds. Cet accroissement des exportations résulte principalement des performances de vente enregistrées au Burkina Faso (+30,5%), en Côte d'Ivoire (+32,9%), au Togo (+21,3%) et, dans une moindre mesure, au Sénégal (+2,8%). En revanche, pour les autres Etats membres, les exportations sont ressorties en baisse. Ainsi, pour le Bénin et le Niger, qui subissent les effets négatifs de la fermeture des frontières terrestres du Nigéria pour les marchandises, les ventes ont respectivement chuté de 19,2% et 18,7%. Pour le Mali, la baisse des exportations est de 3,7% et, en ce qui concerne la Guinée Bissau pour laquelle une saisonnalité des ventes liées à la noix de cajou est observée en fin d'année, il est enregistré le recul le plus important de l'Union en termes relatifs (-93,2%).

Pour le trimestre sous revue, les exportations de l'Union restent dominées par celles de la Côte d'Ivoire qui y représentent 53,9%, suivies respectivement par celles du Burkina Faso (+14,1%), du Sénégal (+13,0%), du Mali (+11,5%), du Togo (+3,1%), du Niger (+2,3%), du Bénin (+1,9%) et de la Guinée Bissau (+0,2%).

L'examen de l'évolution des exportations par produits au niveau des Etats membres relève que, pour le Niger, le repli global des ventes est principalement imputable à la baisse observée au niveau des produits miniers, notamment l'uranium (-2,8%) et l'or (-75,9%), et agricoles, à savoir l'oignon (-29,8%), le niébé (-8,0%) et le souchet (-70,9%). Toutefois, si la baisse des exportations de l'or est liée à sa production (-76,9%), celle de l'uranium s'explique plutôt par le repli de son prix (-14%). Quant aux produits agricoles, en plus de la baisse de leur production, le recul de leur exportation s'explique, entre autres, par la fermeture des frontières du Nigéria qui est l'un des principaux destinataires de ces produits. Il est à relever la hausse des exportations des hydrocarbures (6,1%) et des animaux vivants (11,1%). En ce qui concerne le Sénégal, la hausse des exportations (+13,0 Mds) résulte principalement, selon la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE) du pays, des augmentations des ventes de produits alimentaires (+27,8 Mds), de titane (+11,9 Mds), d'acide phosphorique (+3,6 Mds), de zircon (+2,6 Mds) et d'engrais minéraux et chimiques (+1,5 Mds). En revanche, les exportations d'or non monétaire, de produits pétroliers et de ciment ont baissé respectivement de 12,3 Mds, 5,0 Mds et 2,0 Mds.

Tableau 7 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en Mds FCFA)

	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19	4T19
Bénin	81,0	147,5	164,4	120,6	93,6	150,5	184,3	89,6	72,4
Burkina Faso	461,5	602,2	438,2	315,1	442,8	547,6	424,1	401,3	523,7
Côte d'Ivoire	1596,7	2015,6	1580,4	1130,5	1819,2	2079,8	1850,1	1511,9	2009,2
Guinée Bissau	2,9	5,7	47,7	69,3	18,9	1,4	64,4	55,2	3,8
Mali	448,9	553,3	532,3	510,0	420,0	518,9	567,3	446,8	430,1
Niger	108,2	62,0	97,6	117,6	141,4	91,0	115,8	106,5	86,6
Sénégal	323,6	384,2	432,7	396,3	456,7	555,3	477,5	469,6	482,7
Togo	103,2	108,0	113,7	67,2	106,8	115,6	121,9	96,6	117,2
UEMOA	3126,0	3878,6	3407,0	2726,8	3499,4	4059,9	3805,4	3177,5	3725,6

Source : INS des Etats

Comparativement au même trimestre de l'année 2018 c'est à dire en glissement annuel, la valeur des exportations de l'Union, au 4^{ème} trimestre 2019 est en hausse de 6,5% (+226,1 Mds) en lien avec les augmentations enregistrées dans tous les Etats à l'exception du Bénin (-22,7%), de la Guinée Bissau (-80,1%), du Niger (-38,8%). Par contre, au niveau des hausses, la plus forte augmentation a été enregistrée au Burkina Faso (+18,3%), suivi respectivement par la Côte d'Ivoire (+10,4%), le Togo (+9,8%), le Sénégal (+5,7%) et le Mali (+2,4%).

En somme, pour les quatre (04) trimestres de l'année 2019, le cumul des exportations de l'Union a augmenté de 9,3% (+1256,6 Mds), comparativement à celui de 2018. Cette augmentation relève de la bonne tenue des ventes annuelles enregistrées principalement au Sénégal (+18,9%), au Togo (+14,0%), en Côte d'Ivoire (+13,8%) et au Burkina Faso (+5,5%). Par contre la hausse des exportations des Etats cités auparavant a été atténuée par la baisse de celles de la Guinée Bissau (-11,9%), du Bénin (-5,6%), du Niger (-4,5%) et du Mali (-2,6%).

Importations

Les achats à l'extérieur des produits de l'Union, au 4^{ème} trimestre 2019, ont progressé de 9,1% (+955,7 Mds) par rapport au trimestre précédent de l'année, en lien avec les hausses enregistrées dans tous les Etats membres en dehors du Bénin (-12,9%), la Côte d'Ivoire (-15,7%) et le Togo (-13,7%). Pour ce qui est des Etats ayant enregistré des hausses, le Niger a été le pays pour lequel les importations ont le plus augmenté (+57,3%) suivi respectivement par le Burkina Faso (+35,9%), le Mali (+11,5%), la Guinée Bissau (+11,1%) et le Sénégal (+1,8). En ce qui concerne le Niger, la hausse de ses importations est principalement imputable à l'augmentation des biens d'équipement (+69,6%) et des produits alimentaires (+5,8%) plus particulièrement les céréales (+26,3%). Cependant, cette augmentation relève plutôt des prix que des quantités avec notamment une hausse de 13,4% du coût des céréales et de 66,5% pour celui des biens d'équipement alors que leur volume progresse respectivement de 11,4% et 1,9%. Pour ce qui est du Sénégal, la hausse de ses importations relève essentiellement des produits alimentaires (+36,0 Mds) dont les quantités achetées se sont globalement accrues de 25,9%.

En glissement annuel, les importations de l'Union enregistrent une hausse de 252 Mds (+3,8%) résultant de leur consolidation dans tous les Etats à l'exception du Bénin (-

27,8%), de la Guinée Bissau (-10,4%), de la Côte d'Ivoire (-9,6%) et du Togo (-13,7%). La situation du Bénin s'explique, entre autres, par la fermeture des frontières avec le Nigeria vers lequel sont orientées les réexportations du pays. Quant aux autres Etats pour lesquels les hausses sont enregistrées, la plus forte augmentation est observée au Mali (+46,5%), suivi respectivement par le Niger (+45,2%), le Sénégal (+8,2%) et le Burkina Faso (+2,1%).

En somme, pour les quatre (04) trimestres de l'année 2019, les importations cumulées de l'Union sont en hausse, par rapport à la somme des trimestres de l'année précédente, de 1169,0 Mds (+5,2%). Cette évolution, au regard de la progression des exportations (+9,3%), induirait une amélioration relative du solde commercial pour l'année 2019.

Taux de couverture

La couverture des importations par les exportations de l'Union s'est améliorée de 3,8 points de pourcentage (pp), au 4^{ème} trimestre 2019, comparativement au 3^{ème} trimestre de la même année. Cette hausse résulte de l'augmentation des ventes de l'Union à l'extérieur qui a été plus importante que celle de ses achats à l'extérieur. De même, par rapport au même trimestre de l'année 2018, le taux de couverture est en hausse de 1,4 pp pour le trimestre sous revue.

Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en Mds)

	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19	4T19
Bénin	483,6	447,8	434,6	318,7	433,6	487,9	349,3	359,6	313,1
Burkina Faso	596,4	554,2	1125,1	1716,9	2399,9	602,3	1215,4	1802,4	2449,5
Côte d'Ivoire	1380,3	1407,2	1481,4	1640,8	1570,4	1603,2	1435,9	1684,3	1420,1
Guinée Bissau	31,6	27,9	36,6	25,9	32,4	33,5	31,9	26,1	29,0
Mali	501,1	695,5	680,4	614,7	535,3	684,9	761,1	703,4	784,0
Niger	287,0	350,0	393,8	367,7	324,0	385,4	384,0	299,1	470,6
Sénégal	941,0	942,6	955,3	971,1	1047,3	965,5	1018,	1113,0	1132,9
Togo	261,6	250,0	223,4	241,7	258,3	264,5	315,4	294,4	253,9
UMOA	4482,7	4675,2	5330,6	5897,4	6601,1	5027,1	5510,8	6282,2	6853,1

Source : INS des Etats

L'examen par pays permet de relever que c'est la performance de la Côte d'Ivoire qui a porté celle de l'Union avec un taux de couverture de 141,5%, après 89,8% au trimestre précédent. Quant aux autres Etats, à l'exception du Sénégal (+0,4 pp) et du Togo (+13,4 pp), le taux de couverture s'est dégradé, en évolution trimestrielle, pour les trois (03) derniers mois de 2019.

Tableau 9 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19	4T19
Bénin	16,7	33,0	37,8	37,9	21,6	30,9	52,8	24,9	23,1
Burkina Faso	77,4	108,7	38,9	18,4	18,4	90,9	34,9	22,3	21,4
Côte d'Ivoire	115,7	143,2	106,7	68,9	115,8	129,7	128,8	89,8	141,5
Guinée Bissau	9,3	20,5	130,5	268,0	58,4	4,2	202,1	211,6	13,0
Mali	89,6	79,6	78,2	83,0	78,5	75,8	74,5	63,5	54,9
Niger	37,7	17,7	24,8	32,0	43,6	23,6	30,2	35,6	18,4
Sénégal	34,4	40,8	45,3	40,8	43,6	57,5	46,9	42,2	42,6
Togo	39,5	43,2	50,9	27,8	41,3	43,7	38,7	32,8	46,2
UEMOA	69,7	83,0	63,9	46,2	53,0	80,8	69,1	50,6	54,4

Source : Calculs de la DPEE\DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Solde commercial

Le déficit commercial de l'Union s'est creusé légèrement (+22,7 Mds), au 4^{ème} trimestre 2019, par rapport au trimestre précédent, ressortant à 3127,5 Mds. Cette situation résulte de l'évolution plus importante des exportations (+17,2%) que celle des importations (+9,1%), observée pour le trimestre sous revue. L'examen par Etat membre relève qu'en dehors de la Côte d'Ivoire et du Togo, le solde commercial s'est détérioré dans les autres Etats membres.

En glissement annuel, le déficit commercial de l'Union se dégrade de 25,9 Mds. Toutefois, pour l'année 2019, le solde commercial s'améliore en ressortant déficitaire de 8904,9 Mds contre 8992,44 Mds en 2018.

Tableau 10 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (en Mds FCFA)

	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19	4T19
Bénin	-402,6	-300,2	-270,3	-198,1	-339,9	-337,4	-165,0	-270,0	-240,7
Burkina Faso	-134,9	48,0	-687,0	-1 401,7	-1 957,1	-54,8	-791,3	-1 401,1	-1 925,8
Côte d'Ivoire	216,3	608,4	99,1	-510,2	248,8	476,6	414,2	-172,4	589,1
Guinée Bissau	-28,7	-22,1	11,1	43,4	-13,4	-32,1	32,5	29,1	-25,2
Mali	-52,3	-142,2	-148,1	-104,7	-115,3	-166,0	-193,8	-256,6	-353,9
Niger	-178,8	-288,0	-296,2	-250,2	-182,6	-294,5	-268,2	-192,6	-384,0
Sénégal	-617,3	-558,4	-522,6	-574,8	-590,6	-410,1	-540,5	-643,3	-650,2
Togo	-158,4	-142,0	-109,7	-174,5	-151,5	-148,9	-193,5	-197,8	-136,7
UEMOA	-1 356,7	-796,6	-1 923,6	-3 170,6	-3 101,6	-967,1	-1 705,5	-3 104,8	-3 127,5

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

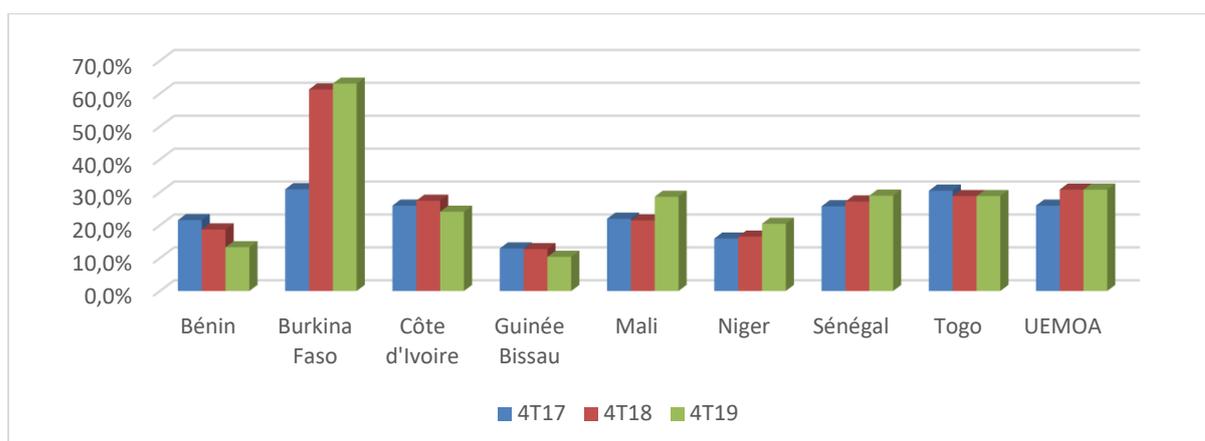
Compétitivité extérieure : Taux de pénétration

Le 4^{ème} trimestre 2019 est caractérisé par une hausse de 2,5 pp du taux de pénétration de l'Union, comparativement au trimestre précédent. En effet, après s'être dégradé au 1^{er} trimestre de l'année, le taux de pénétration de l'Union a marqué une tendance haussière pour tous les autres trimestres de 2019. Toutefois, l'examen par Etat membre est mitigé, avec des replis trimestriels enregistrés pour le Bénin (-1,8 pp), la

Côte d'Ivoire (-1,2 pp), la Guinée Bissau (-1,2 pp) et le Togo (-2,4 pp) et des hausses pour les autres Etats, à savoir le Burkina Faso (+9,4 pp), le Mali (+2,0 pp), le Niger (+6,3 pp) et le Sénégal (+0,5 pp).

Comparativement au même trimestre de 2018, le taux de pénétration de l'Union se dégrade légèrement de 0,2 point au 4^{ème} trimestre 2019. Comme évoqué dans les précédentes notes, le faible niveau de ce taux de l'Union devrait interpeller les Etats à accélérer leurs efforts visant à diversifier les bases productives pour mieux s'intégrer dans le commerce mondial et être moins vulnérables aux chocs externes, notamment ceux portant sur les cours internationaux des matières de base, dont leurs échanges sont fortement dépendants.

Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union



Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

2.4. Finances publiques

2.4.1. Recettes

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2019, les données conjoncturelles sur les finances publiques de l'Union indiquent que les recettes budgétaires totales y sont ressorties en hausse de 858,6 mds, pour s'établir à 3841,3 mds, contre 2982,7 mds au quatrième trimestre de l'année 2018. Autrement dit, en termes relatifs, cette évolution correspond à une progression de 28,8%, en glissement annuel.

Tableau 11 : Recettes et Dépenses publiques dans l'UEMOA (en Mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	313,5	437,1	1424,2	28,2	574,4	209,3	854,7	-
	<i>235,9</i>	<i>425,6</i>	<i>970,2</i>	<i>25,2</i>	<i>292,5</i>	<i>204,3</i>	<i>828,9</i>	
	32,9%	2,7%	46,8%	11,6%	96,4%	2,4%	3,1%	-
Recettes Fiscales	259,4	394,0	1018,6	15,6	431,1	185,3	706,2	-
	<i>175,9</i>	<i>362,0</i>	<i>946,3</i>	<i>20,3</i>	<i>230,3</i>	<i>198,2</i>	<i>602,8</i>	
	47,4%	8,8%	7,6%	-23,2%	87,2%	-6,5%	17,2%	-
Recettes non fiscales	54,2	43,1	190,4	12,6	33,8	10,7	47,5	-
	<i>60,1</i>	<i>63,7</i>	<i>148,1</i>	<i>5,0</i>	<i>20,2</i>	<i>6,0</i>	<i>64,6</i>	
	-9,9%	-32,3%	28,6%	153,2%	67,7%	78,3%	-26,4%	-
Dépenses Totales	314,4	551,1	1615,3	36,3	1029,4	557,5	821,7	-
	<i>184,7</i>	<i>709,6</i>	<i>1574,9</i>	<i>26,8</i>	<i>671,1</i>	<i>519,2</i>	<i>690,0</i>	
	70,2%	-22,3%	2,6%	35,3%	53,4%	7,4%	19,1%	-
Dépenses Courantes	226,5	388,4	1014,1	32,0	-	179,8	237,1	-
	<i>145,4</i>	<i>365,5</i>	<i>940,5</i>	<i>26,7</i>	-	<i>195,6</i>	<i>209,1</i>	
	55,8%	6,3%	7,8%	19,7%	-	-8,1%	13,4%	-
Dépenses en Capital	92,1	162,7	388,7	4,34	529,0	377,7	316,0	-
	<i>39,3</i>	<i>344,2</i>	<i>452,1</i>	<i>0,1</i>	<i>263,9</i>	<i>323,6</i>	<i>240,1</i>	
	134,5%	-52,7%	-14,0%	3043,8%	100,4%	16,7%	31,6%	-
Solde Global	-0,9	-37,0	-191,2	-1,9	-455,0	-348,2	33,0	-
	<i>72,7</i>	<i>-158,8</i>	<i>-604,7</i>	<i>-1,1</i>	<i>-378,6</i>	<i>-314,5</i>	<i>138,9</i>	
	-101,3%	-76,7%	-68,4%	75,3%	20,2%	10,7%	-76,2%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2019, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du quatrième trimestre 2018. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

Concernant l'évolution de la situation financière dans les Etats membres de l'Union, il ressort des données conjoncturelles du quatrième trimestre 2019 que l'évolution à la hausse des recettes, constatée en glissement annuel, s'explique par la progression des recettes totales dans tous les Etats membres de l'Union, surtout en Côte d'Ivoire et au Mali. Dans ces deux pays, les recettes totales se sont, en effet, respectivement affichées en hausse de 454 mds (soit, +46,8%) et de 281,9 mds (soit, +96,4%). Dans les autres Etats membres, les progressions enregistrées sont restées en dessous des 100 mds.

Concernant les principales composantes des recettes, les données du quatrième trimestre 2019 indiquent que la hausse des recettes totales de l'Union résulte, dans une large mesure, de l'évolution des recettes fiscales qui se sont affichées en hausse de 474,3 mds (soit, +18,7%), par rapport au quatrième trimestre de l'année 2018. Cette progression des recettes fiscales, au niveau régional, s'explique essentiellement par les augmentations importantes desdites recettes observées au Mali (+200,8 mds, soit +87,2%) et au Sénégal (+103,4 mds, soit +17,2%). En glissement annuel, seuls le

Niger (-12,9 mds, -6,5%) et la Guinée-Bissau (-4,7 mds, soit -23,2%) ont enregistré des baisses de leurs recettes fiscales.

S'agissant des recettes non fiscales, elles sont ressorties en hausse de 24,7 mds (soit, +6,7%) en glissement annuel. Cette progression est le résultat d'évolutions contrastées au sein de l'Union, sachant que les recettes non fiscales se sont affichées en hausse en Côte d'Ivoire (+42,3 mds, soit +28,6%), au Mali (+13,7 mds, soit +67,7%), en Guinée-Bissau (+7,6 mds, soit +153,2%) et au Niger (+4,7 mds, soit +78,3), tandis qu'elles ont évolué à la baisse au Burkina Faso (-20,6 mds, soit -32,3%), au Sénégal (-17,1 mds, soit -26,4%) et au Bénin (-5,9 mds, soit -9,9%).

2.4.2. Dépenses

Au quatrième trimestre 2019, les dépenses publiques totales de l'Union se sont inscrites en hausse de 549,4 mds, en termes absolus, soit une progression relative de 12,6%, par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. Cette dynamique des dépenses publiques régionales a été notamment portée par les hausses relativement importantes constatées au Mali (+358,2 mds, soit 53,4%), au Sénégal (+131,7 mds, soit +19,1%) et au Bénin (+127,9 mds, soit +70,2%). Si des hausses plus modestes ont été observées en Côte d'Ivoire (+40,5 mds, soit +2,6%), au Niger (+38,3 mds, soit +7,4%) et en Guinée-Bissau (+9,5 mds, soit +35,3%), les dépenses publiques du Burkina Faso se sont, quant à elles, affichées en baisse de 158,6 mds (soit, -22,3%) sur la période sous revue.

L'analyse de l'évolution des dépenses publiques selon leurs principales composantes permet de constater que la hausse observée, au niveau régional, s'explique, dans une large mesure, par l'évolution des dépenses courantes qui, malgré la baisse notée au Niger (-15,8 mds, soit -8,1%), se sont notamment affichées en hausse de 81,1 mds (+55,8%) au Bénin, de 73,7 mds (+7,8%) en Côte d'Ivoire et de 28,0 mds (+13,4%) au Sénégal. S'agissant de ces dernières, elles sont ressorties en hausse de 207,1 mds (+12,5%) en glissement annuel, essentiellement du fait des progressions des dépenses d'investissement relevées au Mali (+265,1 mds, soit +100,4%), au Sénégal (+75,8 mds, soit +31,6%), au Niger (+54,1 mds, soit +16,7%) et au Bénin (+52,8 mds, soit +134,5%). Toutefois, il est à noter les baisses respectives de 181,5 mds (-52,7%) et 63,5 mds (-14,0%) qui ont été relevées au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, sur la période.

2.4.3. Solde budgétaire

Au terme du quatrième trimestre 2019, l'exécution budgétaire au sein des Etats membres de l'UEMOA indique que la position budgétaire globale de l'Union est restée déficitaire, mais est ressortie en amélioration de 244,9 mds, par rapport au quatrième trimestre de l'année 2018, pour se situer à 1001,1 mds. Cette amélioration du déficit budgétaire de l'Union résulte principalement de l'évolution des positions budgétaires de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso qui se sont respectivement améliorées de 413,5 mds (-68,4%) et de 121,8 mds (-76,7%), sur la période considérée. En revanche, le solde budgétaire s'est détérioré, en glissement annuel, dans tous les autres Etats

membres de l'Union, notamment au Sénégal (-105,9 mds, soit -76,2%), au Mali (-76,4 mds, soit +20,2%) et au Bénin (-73,6 mds, soit -101,3%).

2.5. Situation monétaire

2.5.1. Masse monétaire

Au terme du quatrième trimestre 2019, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union indiquent une hausse de 1949,3 mds, en termes absolus, correspondant, en variation trimestrielle, à une progression de 7,1% en termes relatifs. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique par l'évolution à la hausse de la masse monétaire dans la plupart des Etats membres de l'Union, sauf en Guinée-Bissau et au Togo, où des baisses respectives de 10,6 mds (-2,8%) et 8,0 mds (-0,4%) ont été observées. En effet, par rapport au deuxième trimestre de l'année 2019, les disponibilités monétaires se sont affichées en hausse en Côte d'Ivoire (+1055,3 mds, soit +10,9%), au Sénégal (+305,5 mds, soit +5,7%), au Burkina Faso (+275,6 mds, soit 7,3%), au Mali (+191,4 mds, soit +6,8%), au Bénin (+111,1 mds, soit +4,9%) et au Niger (+28,9 mds, soit 2,3%).

Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties dans l'UEMOA (en Mds)

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	2 376,6	4 034,3	10 770,1	366,0	2 991,8	1 295,8	5 692,0	1 804,0
	<i>2 265,5</i>	<i>3 758,7</i>	<i>9 714,8</i>	<i>376,6</i>	<i>2 800,4</i>	<i>1 266,9</i>	<i>5 386,5</i>	<i>1 812,0</i>
	4,9%	7,3%	10,9%	-2,8%	6,8%	2,3%	5,7%	-0,4%
Actifs Extérieurs Nets	1 354,3	1 508,5	2 497,5	217,5	577,7	641,3	1 970,3	731,0
	<i>1 537,3</i>	<i>1 306,6</i>	<i>1 686,2</i>	<i>223,4</i>	<i>249,8</i>	<i>293,4</i>	<i>1 720,6</i>	<i>524,7</i>
	-11,9%	15,5%	48,1%	-2,6%	131,3%	118,6%	14,5%	39,3%
BCEAO	315,1	76,7	2 102,4	182,4	287,9	466,9	1 468,8	248,9
	<i>527,6</i>	<i>161,5</i>	<i>1 338,6</i>	<i>178,3</i>	<i>66,2</i>	<i>217,9</i>	<i>1 227,1</i>	<i>13,0</i>
	-40,3%	-52,5%	57,1%	2,3%	335,0%	114,3%	19,7%	1808,8%
Banques Commerciales	1 039,2	1 431,8	395,1	35,1	289,8	174,4	501,5	482,0
	<i>1 009,8</i>	<i>1 145,1</i>	<i>347,5</i>	<i>45,0</i>	<i>183,6</i>	<i>75,5</i>	<i>493,5</i>	<i>511,7</i>
	2,9%	25,0%	13,7%	-22,0%	57,9%	131,0%	1,6%	-5,8%
Créances sur les autres secteurs	1 572,8	2 916,2	7 444,3	138,9	2 662,7	988,0	4 596,7	1 301,3
	<i>1 462,3</i>	<i>2 924,1</i>	<i>7 045,6</i>	<i>147,4</i>	<i>2 594,9</i>	<i>968,8</i>	<i>4 367,8</i>	<i>1 293,3</i>
	7,6%	-0,3%	5,7%	-5,8%	2,6%	2,0%	5,2%	0,6%
Créances nettes sur l'administration centrale	-227,5	148,6	2 791,7	58,8	328,6	26,3	556,9	44,3
	<i>-264,7</i>	<i>64,6</i>	<i>2 891,9</i>	<i>54,4</i>	<i>538,7</i>	<i>289,2</i>	<i>770,0</i>	<i>256,1</i>
	-14,1%	130,1%	-3,5%	8,0%	-39,0%	-90,9%	-27,7%	-82,7%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du quatrième trimestre 2019, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du troisième trimestre 2019. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

2.5.2. Actifs extérieurs nets

Concernant les actifs extérieurs nets au niveau de l'Union, l'analyse des données du quatrième trimestre de l'année 2019 indique une évolution à la hausse, d'un montant de 1956,3 mds (soit, +25,9%), par rapport au troisième trimestre de la même année. Cette dynamique des disponibilités extérieures nettes de l'Union, observée en variation trimestrielle, s'explique par les hausses relevées dans la plupart des Etats membres, notamment en Côte d'Ivoire (+811,3 mds, soit +48,1%), au Mali (+327,9 mds, soit +131,3%), au Niger (+347,9 mds, soit +118,6%) et au Togo (+206,3 mds, soit +39,3%). Si les augmentations observées au Burkina Faso (+201,9 mds, soit +15,5%) et au Sénégal (+249,7 mds, soit +14,5%) sont restées relativement modérées, seuls le Bénin (183,0 mds, soit -11,9%) et la Guinée-Bissau (-5,9 mds, soit -2,6%) ont affiché des baisses de leurs avoirs extérieurs nets sur la période considérée.

2.5.3. Créances sur les autres secteurs

Sur le quatrième trimestre de l'année 2019, les créances sur les autres secteurs se sont affichées, au niveau régional, en hausse de 816,6 mds, soit une progression relative de 3,9%, en variation trimestrielle. Cette évolution des créances du secteur bancaire sur les autres secteurs de l'économie, hors administrations publiques, tient aux hausses enregistrées dans la plupart des Etats membres de l'Union. Les hausses les plus remarquables ont été relevées en Côte d'Ivoire (+398,7 mds, soit +5,7%), au Sénégal (+228,9 mds, soit +5,2%), au Bénin (+110,5 mds, soit +7,6%) et au Mali (+67,8 mds, soit +2,6%). Sur la période considérée, les seules baisses observées l'ont été au Burkina Faso (-7,9 mds, soit -0,3%) et en Guinée-Bissau (-8,5 mds, soit -5,8%).

2.5.4. Créances nettes sur l'administration centrale

Au terme du quatrième trimestre de l'année 2019, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles de la situation monétaire de l'Union que les créances nettes du secteur bancaire sur les administrations centrales se sont établies à 3727,6 mds, contre 4600,2 mds au trimestre précédent, soit une baisse absolue de 872,6 mds, correspondant à une amélioration relative de 19,0% de la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire de l'Union. Du point de vue des Etats membres, cette amélioration de ladite position résulte essentiellement du repli des créances du secteur bancaire sur les administrations centrales du Niger (-269,9 mds, soit -90,9%), du Sénégal (-213,1 mds, soit -27,7%), du Togo (-211,8 mds, soit -82,7%), du Mali (-210,1 mds, soit -39,0%) et de la Côte d'Ivoire (-100,2 mds, soit -3,5%). Dans le même temps, la position créditrice de l'administration centrale s'est détériorée de 37,2 mds (soit -14,1%) au Bénin, tandis que, dans les autres Etats membres de l'Union, c'est-à-dire au Burkina Faso (+84,0 mds, +130,1%) et en Guinée-Bissau (+4,4 mds, soit +8,0%), la position nette des administrations centrales auprès du secteur bancaire s'est, en revanche, détériorée.

2.6. Activités de la BRVM

Le marché boursier sous régional a été caractérisé par une poursuite de la baisse des indices boursiers de référence et par une hausse de la capitalisation boursière composite. En effet, les indices boursiers ont continué d'être impactés par (i) l'attractivité du marché des obligations et (ii) la désaffection des petits porteurs. Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM Composite se sont inscrits en baisse, respectivement de 21,6% et de 23,8%, sous l'effet du retrait de l'ensemble des indices boursiers sectoriels. Les indices « BRVM- Transport » (-51,6%), « BRVM-Agriculture » (-45,8%), « BRVM- Industrie » (-45,2%) et « BRVM-Autres secteurs » (-29,2%) ont connu les contractions les plus fortes.

S'agissant de la capitalisation boursière, elle s'est affichée en hausse de 8,5%, en raison de l'accroissement de la capitalisation du marché des obligations de 23,4%, combiné à la baisse de la capitalisation du marché des actions de 2,1%. Par ailleurs, le volume et la valeur transigés se sont affaiblis, respectivement de 35,1% et de 46,5%, dénotant la faible liquidité de la place boursière régionale.

3. Principaux faits marquants

3.1. Environnement international

Décembre 2019 – Début de la pandémie de maladie à coronavirus de 2019-2020 qui est une maladie infectieuse émergente, appelée Covid-19 et provoquée par le coronavirus SARS-CoV-2, qui débute en novembre/décembre 2019 dans la ville de Wuhan, en Chine centrale, puis se propage dans le monde entier.

Source : wikipédia.fr

Décembre 2019 – L'Argentine en défaut de paiement virtuel. Récemment, Buenos Aires avait différé au mois d'août le remboursement de 9 milliards de dollars de dette libellée en dollars. Standard and Poor's et Fitch avaient alors abaissé la note attribuée à "RD" ("*défaut sélectif*"). Méfiants vis-à-vis de leur monnaie réputée peu stable, la plupart des Argentins préfèrent épargner en dollars, qu'ils gardent dans des coffres ou à l'étranger. Mais cette pratique épuise les ressources en dollars de l'État argentin. Selon les derniers chiffres de la Banque centrale, les réserves internationales s'élèvent à 43,7 milliards de dollars, soit 19 milliards de moins que l'an dernier. Traditionnellement, toute crise économique dans le pays pousse les plus riches à accumuler des billets verts, ce qui ne fait qu'aggraver la chute du peso argentin et les difficultés de l'économie.

Source : latribune.fr

Novembre 2019 - L'horizon ne se dégage pas pour le commerce mondial. Selon les dernières prévisions d'Euler Hermes publiées ce mercredi 20 novembre, la croissance des échanges de biens et services devrait augmenter de seulement 1,5% en 2019 et 1,7% en 2020. La persistance des tensions entre la Chine et les Etats-Unis, la perspective du Brexit à la fin du mois de janvier prochain, et le ralentissement des

grandes économies dans la zone euro amènent les économistes à penser que le commerce mondial est entré dans un cycle de croissance faible. À titre de comparaison, la moyenne du rythme des échanges était de 3,6% entre 2013 et 2018.

Source : latribune.fr

Novembre 2019 – Le géant pétrolier saoudien Aramco a fixé au 17 novembre le début des inscriptions à son offre publique d'achat (OPA) sur le marché financier de Ryad, sans révéler le pourcentage du capital proposé à la vente, ni la fourchette des prix de l'action. Les investisseurs auront jusqu'au 4 décembre pour faire leurs propositions d'achat du titre de l'entreprise publique, dans ce qui est considéré comme la plus grosse introduction en Bourse au monde. Ces dates ont été précisées dans un document épais de 658 pages, publié tard samedi par la compagnie, sur les conditions de son entrée, tant attendue et reportée, sur les marchés privés. Aramco, qui produit environ 10% du pétrole mondial, est considérée comme le joyau économique du royaume saoudien, premier exportateur mondial de brut, et le pilier de sa stabilité économique et sociale.

Source : latribune.fr

Octobre 2019 - Le déficit budgétaire des Etats-Unis a bondi de 26% pour l'exercice 2019, frôlant les mille milliards de dollars, malgré une économie en croissance et la manne des droits de douane supplémentaires, fruit de la guerre commerciale avec la Chine. Le déficit de l'Etat fédéral pour l'exercice 2019, clos en septembre, se monte à 984 milliards de dollars, soit 4,6% du Produit intérieur brut (PIB), a indiqué vendredi le Trésor américain. C'est son plus haut niveau depuis 2012, où il avait atteint 1100 milliards de dollars sous l'administration Obama, alors que la première économie mondiale sortait de la crise financière et de la Grande récession.

Les droits de douane punitifs infligés notamment aux marchandises chinoises, dans le cadre du bras de fer commercial que l'administration Trump mène avec Pékin, ont rapporté 30 milliards de dollars, 70% de plus que d'ordinaire et un montant total record, ont souligné les responsables du ministère des finances de Donald Trump.

Source : latribune.fr

3.2. Pays de l'UEMOA

Décembre 2019 – Burkina Faso - Les industriels burkinabè dénoncent la contrebande organisée aux frontières avec le Bénin et le Togo. Ils appellent l'UEMOA à agir pour leur survie. Selon eux, le manque à gagner pour l'industrie et l'État se chiffre à plusieurs centaines de milliards de FCFA. Dans un courrier adressé au Président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le nigérien Abdallah Boureima, le Groupement professionnel des industriels (GPI) alerte l'Union sur la situation inacceptable subie par les manufacturiers burkinabè.

Ces importateurs indécents auraient érigé des entrepôts géants dans la localité frontalière de Cinkansé, alimentant un circuit de fraude vers le Burkina et au-delà. Selon le groupement, la nature, la qualité et la quantité des produits objets de ce trafic connaissent une hausse exponentielle au point de menacer certaines unités industrielles. Le préjudice subi par le trésor public serait de l'ordre d'un milliard de FCFA par jour.

Source : Jeuneafrique.com

Novembre 2019 – Togo - L'Agence française de développement (AFD) a signé lundi 04 novembre 2019 avec le gouvernement togolais, une convention de financement du Projet d'appui à la réforme des collèges (PAREC phase 2). Ce financement d'une enveloppe globale de 15 millions d'euros accordé au Togo est un don destiné à soutenir le secteur de l'éducation et de la formation. Il permettra d'améliorer les capacités et les conditions d'accueil dans les collèges publics de trois régions (Maritime, Plateaux et Savanes). En particulier 92 collèges d'enseignement général bénéficieront de nouvelles salles de classe et 75 autres d'appuis financiers pour leur modernisation.

Source : www.republicoftogo.com

Octobre 2019 – Bénin - Près de deux mois après avoir décidé de fermer ses frontières, le Nigeria se félicite d'avoir augmenté ses revenus douaniers. Mais la mesure, critiquée par le Bénin, inquiète également les industriels nigériens. La fermeture pourrait être appliquée jusqu'à la fin de l'année. Cette mesure économique ultra-protectionniste est, sans aucun doute, une catastrophe pour le Bénin voisin, mais même au Nigeria, elle reste incomprise et pourrait avoir de lourdes conséquences pour les Nigériens les plus pauvres.

Si le Nigeria ne le nomme pas directement, le Bénin est le premier concerné. Sa capitale économique, Cotonou, offre un port d'entrée fonctionnel pour les produits revendus sur les gigantesques marchés de la mégapole de Lagos, 20 millions d'habitants à elle seule. Le Bénin taxe ces produits, mais ils passent ensuite la frontière de manière informelle.

Source : Jeuneafrique.com

Conclusion

L'analyse des principaux signaux économiques montre que la conjoncture au quatrième trimestre 2019 est bien orientée. En effet, la campagne agricole 2019/2020 a donné des résultats satisfaisants dans la plupart des Etats membres de l'Union et la production industrielle a progressé en Guinée Bissau, au Mali, au Sénégal et au Togo. De même, le chiffre d'affaires du commerce a progressé en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en Guinée Bissau. Au cours de la même période, les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'Union sont en hausse.

Au niveau du commerce extérieur, il est enregistré une hausse des exportations et des importations induisant un solde commercial qui se dégrade. Les finances publiques ont dégagé un solde budgétaire qui s'améliore. Les actifs extérieurs nets, la masse monétaire et les créances sur les autres secteurs ont enregistré des hausses.

En somme, considérant le poids des matières premières dans les économies de l'Union, on pourrait postuler que la conjoncture est bien orientée au cours du trimestre sous revue.

Par ailleurs, ce quatrième trimestre de l'année est caractérisé par un environnement international difficile avec la poursuite de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine et le début de l'épidémie de Covid-19 en Chine. Cela peut augurer de jours difficiles pour la conjoncture économique dans la zone UEMOA. En effet, cet environnement défavorable n'encourage pas la hausse de la demande de matières premières et ne favoriserait pas la hausse des prix de ces dernières dont dépendent les pays de l'Union, pour les prochains mois.

Au plan des prévisions, le FMI n'est pas optimiste sur l'évolution de l'économie mondiale pour les années 2019 et 2020. En conséquence, la bonne tenue des cours des matières premières n'est pas assurée pour l'année 2020, puisque la demande de celles-ci pourrait baisser. Dans ces conditions, si la croissance en Afrique subsaharienne ne s'améliorait pas, les éléments précités n'augurent pas d'une bonne orientation de la conjoncture pour l'année 2020.